

Des parents de milieux populaires veulent se faire une place à l'école

■ Cinq cents d'entre eux ont rencontré la ministre et lancé une coalition pour faire entendre leur voix.

Rencontre Bosco d'Otreppe

En fonction des familles qui l'abordent, une même école ne présente pas toujours le même visage. Lieu d'émancipation pour certaines de ces familles, très à l'aise avec le monde scolaire, l'école aura par contre, pour les autres, l'allure sévère d'une machinerie institutionnelle, incompréhensible. Les parents des "milieux populaires" (comme ils se qualifient eux-mêmes) font sans conteste partie de la deuxième catégorie. Issus de l'immigration ou d'origines socioculturelles défavorisées, ils ont rencontré ce mercredi la ministre de l'Éducation Marie-Martine Schyns (CDH), et le ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles Rudy Demotte (PS), pour leur redire à quel point ils se sentent exclus du monde de l'école, et jugé par lui.

Un sentiment de mépris

Depuis trois ans en effet, une quarantaine d'associations actives dans les quartiers populaires, et 500 parents (des mamans surtout), se sont progressivement réunis pour évoquer les difficultés qu'ils rencontreraient pour dialoguer avec l'école. Ils ont lancé une coalition pour peser dans le débat politique et offrir un poids à la parole de ces familles.

"À notre étonnement, alors que nous nous pensions seuls, nous avons réalisé que nous rencontrions les mêmes problèmes, racontent Souad et Sylvie. Nous portions toutes le même constat : celui de notre grande difficulté à entrer en communication avec la direction ou les enseignants de nos enfants."

Les autres mamans, autour d'elles, évoquent un sentiment de mépris et de rejet. *"L'école pense que nous ne nous intéressons pas à la scolarité de nos enfants."* *"On nous considère peu parce que nous parlons mal le français ou parce que nous portons le voile."* *"On nous dit qu'il faut faire ceci ou cela, signer le journal de classe ou tel papier, mais on nous prévient très tard des difficultés rencontrées dans l'établissement ou avec notre enfant, et on nous explique rarement le sens des cours et des pédagogies."*

Là est bien la difficulté. Inévitablement,

"Nous rencontrons toutes des difficultés pour dialoguer avec l'école de nos enfants."

Souad et Sylvie
Mamans

blement, l'école, comme toute institution, véhicule un vocabulaire et des codes qui lui sont propres. Mais ces derniers sont difficilement compréhensibles pour les familles de milieux populaires. *"Pour un enseignant, discuter et échanger avec un parent qui partage les mêmes codes sera très facile, note Patrick. Mais ce ne sera pas toujours le cas avec un parent issu de l'immigration."* Alors, commence souvent un cercle vicieux, raconte en substance Sylvie. Le parent qui se sent incompris, complexé, parfois méprisé n'ose plus remettre les pieds à l'école. Et cette dernière pense alors qu'il se désintéresse de la scolarité de son enfant. Le mur des malentendus devient vite infranchissable.

La coalition ne souhaite en tout cas pas mettre l'école en accusation. Simplement évoquer les barrières qui se dressent entre les deux parties afin de pouvoir plus facilement les abattre.

Pour y arriver, au-delà des constats, la coalition présente plusieurs demandes.

La première est la création d'un lieu et de moments dédiés à la rencontre et à la reconnaissance mutuelles, ce que les réunions de parents classiques, aux yeux des familles, ne parviennent pas à faire. De même, si la coalition est en contact avec les fédérations des associations de parents, elle constate qu'il n'y a pas de telles associations dans chaque école. L'organisation de tels moments, qui permettraient de chercher des solutions communes, lui apparaît donc comme indispensable.

Davantage formés aux différences culturelles

La coalition souhaite également que les enseignants, éducateurs et membres des centres CPMS (qui n'habitent pas toujours le quartier dans lequel ils travaillent), soient davantage formés aux différences culturelles. Cela permettrait aussi de nommer un interlocuteur dans chaque école pour venir en aide aux parents issus de milieux populaires.

Par ailleurs, la coalition rappelle que la *"gratuité scolaire est une condition indispensable au respect et à la non-humiliation"*. Elle insiste enfin sur le fait que les choix d'orientation des enfants doivent être discutés avec la famille, ce qui n'est pas toujours le cas.

Les parents – concluent-ils eux-mêmes – sont des alliés essentiels en vue de la réussite des enfants. Un bon partenariat bénéficiera donc à tout le monde, et sera un des facteurs essentiels pour faire en sorte que la réforme du Pacte d'excellence, qui entend réduire les inégalités, atteigne ses objectifs.

"Nous ne souhaitons donc pas recevoir une réponse directe des ministres, mais avoir la certitude qu'ils nous ont bien entendus", concluent les parents.